

Antilles

# Passé et présent dans la condition ouvrière et le mouvement syndical en Guadeloupe

Cette pwofitasyon qui pèse sur la classe ouvrière guadeloupéenne

samedi 8 février 2014, par [NODI Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2014).

Sommaire

- [Un mal qui vient de loin](#)
- [Des organisations syndicales](#)
- [La classe ouvrière guadeloupée](#)
- [La vie chère : matrice des \(...\)](#)
- [Un climat social délétère](#)

La grève générale de 2009 fut une grève historique tant par son ampleur, la détermination des individus et des organisations syndicales, que par son retentissement international. Elle a été préparée et organisée par un collectif de 48 organisations, dont tous les syndicats de l'île, regroupées dans LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), « Unité contre l'exploitation ».

Ce collectif, initié le 5 décembre 2008 et toujours à l'œuvre actuellement, se donne pour but de mobiliser la population guadeloupéenne contre la « vie chère », en désignant le système d'échange économique entre la métropole et la France comme responsable d'un niveau des prix très élevé, ressenti d'autant plus durement par la population que l'île subit les conséquences de la crise économique. A ce constat d'iniquité est adossée une dénonciation de la mainmise des élites économiques (les « *pwofitans* ») sur les ressources de l'île, élites dont la richesse contraste avec les difficultés d'une population insulaire particulièrement exposée à la pauvreté et au chômage.

## Un mal qui vient de loin

Dans un article intitulé « La Guadeloupe, obscure clé de la crise mondiale ? », publié au milieu du mouvement de l'hiver 2009, l'historien marxiste Immanuel Wallerstein s'interrogeait sur la signification de la mobilisation du Liyannaj Kont Pwofitasyon et de la grève qui paralysait l'île. Dans la continuité de ses analyses sur les dynamiques du capitalisme contemporain, il voyait dans la Guadeloupe un cas d'école où les contradictions liées à l'iniquité des échanges commerciaux, héritée de l'ère des conquêtes coloniales, ressortent de façon si aiguë et exacerbée qu'il envisageait la crise que traversait alors la Guadeloupe comme une crise d'ampleur « sociétale ».

L'histoire de la classe ouvrière en Guadeloupe, c'est d'abord celle de l'esclavage et de la traite négrière. Celle de la déportation de la main-d'œuvre venue, à fond de cale, d'Afrique de l'ouest et des Indes britanniques vers la Caraïbe puis du travail sur les plantations, ponctué de soulèvements et de fuites, d'actes de sabotage et de poussées insurrectionnelles. Vint ensuite le temps de la colonie, qui affranchissait symboliquement les travailleurs de l'esclavage tout en poursuivant sur la voie d'un capitalisme forcené qui maintenait sous son joug la population noire et indienne, en

perpétuant les hiérarchies raciales des plantations sucrières au sein de l'ordre usinier comme dans les administrations publiques. Cette domination ne disparaît pas non plus avec la départementalisation de 1946, car même si Guadeloupéens et Martiniquais accèdent à la citoyenneté française et à la scolarisation, la misère et l'illettrisme font encore des ravages.

## **Des organisations syndicales dans la lutte anticolonialiste**

En revanche, au sortir de la Seconde guerre mondiale et durant la période de la départementalisation, de nombreux épisodes de grèves et d'affrontements ponctuent la vie des organisations ouvrières antillaises, qui gravitent autour du Parti communiste durant les années 1950. L'objectif est alors de faire appliquer aux Antilles les mesures sociales adoptées par le gouvernement issu du Conseil national de la résistance : salaire minimum, sécurité sociale, allocations familiales, droits à la retraite ou aux congés payés. Malgré la combativité de la classe ouvrière et la puissance du Parti communiste, le capitalisme colonial continue de régner en maître sur les Antilles françaises, assurant un revenu monopolistique aux *békés*, les blancs créoles propriétaires terriens.

Intimement mêlé à l'histoire des luttes de libération nationale, le syndicalisme guadeloupéen est fortement marqué par l'anticolonialisme. La mouvance indépendantiste y conserve une influence prépondérante, au travers de la principale organisation syndicale de l'île : l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), forte d'une dizaine de milliers d'adhérents. Née au milieu des années 1970, alors que l'économie guadeloupéenne demeurait fortement marquée par la monoproduction agricole destinée à l'exportation, l'organisation s'est d'abord rendue maîtresse du secteur cannier. Par la suite, l'UGTG a élargi son champ de syndicalisation à l'ensemble du salariat, dans le secteur public (santé, travailleurs sociaux, secteur de l'emploi et de la formation, personnels d'éducation, fonctionnaires territoriaux et employés communaux) mais aussi au cœur des services de l'économie touristique, hôtellerie et restauration.

C'est en partie en réaction à cette tentation hégémonique, et aussi à cause du déclin du Parti communiste, que des militants d'organisations trotskystes, Combat ouvrier et le Groupe Révolution socialiste, se sont retrouvés à la tête d'autres organisations syndicales - la CGT Guadeloupe et la CTU (Centrale des travailleurs unis) -, grâce à un travail patient de construction et de structuration. Même Force Ouvrière, autrefois accusée d'être un syndicat complaisant envers le patronat, promeut aujourd'hui une ligne particulièrement combative qui s'est avérée précieuse à la mobilisation impulsée par le LKP.

Cette vision du syndicalisme comme lieu d'insubordination, qui consiste à s'acquitter de la défense des salariés et de la gestion des relations entre employeurs et employés sur le lieu de travail, tout en avançant des objectifs éminemment politiques, joue un rôle déterminant dans la forme organisationnelle et les répertoires d'action propres aux syndicats guadeloupéens. Elle explique aussi, en partie, le maintien de la référence à la grève générale comme horizon stratégique partagé par les principales organisations de travailleurs.

## **La classe ouvrière guadeloupéenne aujourd'hui**

La première caractéristique de la classe ouvrière en Guadeloupe réside dans le poids que le chômage fait peser sur les travailleurs les plus pauvres et les moins qualifiés. Du point de vue de l'emploi, les Antilles sont à l'abandon : selon la dernière enquête INSEE, réalisée en juin 2009, 36 800 personnes sont des chômeurs au sens du Bureau international du travail, pour une population

de 440 000 Guadeloupéens. Le taux de chômage de la Guadeloupe dépasse les 22 %. En outre, plus de la moitié des chômeurs de Guadeloupe le sont depuis plus de trois ans.

Les chiffres publiés par l'INSEE évoquent également un taux d'activité et d'emploi inférieurs à ceux de France métropolitaine. Parmi la population des 15-64 ans, la part des personnes ayant un emploi s'élève à seulement 48,8 %, contre 64,3 % en France métropolitaine. Entre 15 et 64 ans, en Guadeloupe, moins d'une personne sur deux est en situation d'activité professionnelle. Dans ce contexte, « jobber » pour survivre devient un sport national : entre contrats précaires et travail au noir, le code du travail est systématiquement dévoyé et une pression systématique s'exerce sur les niveaux de salaire.

Si le gros de la classe ouvrière a longtemps été concentré dans le secteur agricole, le groupe socioprofessionnel des ouvriers représente aujourd'hui 12 % de la population active. Du fait de la faible industrialisation de la région, la plupart de ces ouvriers travaillent dans le secteur de la construction, les transports, l'hôtellerie-restauration. On retrouve aussi une économie tertiaire concentrée dans la grande distribution, qui regroupe plus de 8 % des actifs. Les niveaux de formation restent faibles avec une prépondérance des personnes non diplômées, employées dans des emplois précaires.

L'emploi public représente près du tiers des travailleurs salariés en Guadeloupe. La santé, l'éducation, l'administration territoriale, la formation et l'emploi représentent ainsi tant des bassins d'emploi que des bastions syndicaux. Au sein de l'emploi public, il faut également compter avec l'importance des services directs à la personne qui représentent près de 10% de l'emploi total en Guadeloupe, bien plus qu'en France métropolitaine.

## **La vie chère : matrice des inégalités**

Actuellement, la Guadeloupe importe 93 % de ses biens consommés [1]. D'un point de vue économique, cela implique plusieurs conséquences. Le fait que ce soit le secteur du commerce qui soit le premier contributeur, après les administrations publiques, place l'économie de l'île en situation de déséquilibre structurel. Comparés à la part du commerce dans le PIB, le secteur primaire (qui a peiné à se reconverter d'un modèle d'agro-exportation orienté vers la production de sucre et de banane, ce qui explique qu'il demeure largement subventionné par l'Union européenne) et le secteur secondaire font figures de « parents pauvres ».

A la lecture des écrits de Daniel Guérin, qui séjourna en Guadeloupe et en Martinique en 1955, on est saisi par la proximité entre la situation actuelle et le tableau que l'intellectuel socialiste libertaire dressait de l'iniquité des échanges commerciaux, mettant l'accent sur le caractère profondément inégalitaire du système d'imposition alors en vigueur. Dans l'introduction d'un chapitre consacré à la « vie chère » en Guadeloupe et en Martinique, Daniel Guérin dénonçait déjà les effets pervers du double avantage comparatif de la métropole, conquis dans l'acheminement des produits consommés en Guadeloupe et tirant parti de l'imposition portant essentiellement sur ces mêmes produits de consommation.

Il précisait alors que « *le résultat fatal du système de production et d'échange anti-économique qui sévit aux Antilles, c'est la cherté de la vie. Non seulement l'Antillais est contraint et forcé d'importer la plupart des denrées et des articles manufacturés dont il a besoin, non seulement il doit subir, pour un parcours de 7000 km, les tarifs monopolistiques des compagnies de navigation, mais il doit encore supporter une cascade d'impôts indirects, de droits de douane et de taxes locales par lesquels l'administration se crée des ressources. Car la ploutocratie qui domine les malheureuses îles veille à ce que le fardeau fiscal soit reporté sur le dos des larges masses. L'impôt sur le revenu a*

*été longtemps (ou est encore) beaucoup moins élevé que dans les métropoles, et les ressources procurées par la taxation indirecte très supérieures à celle provenant de l'impôt sur le revenu. » [2]*

Ces effets pervers vont encore s'accroître avec la fin du modèle agro-exportateur, période durant laquelle les capitalistes antillais vont réinvestir le capital accumulé dans les enseignes de la grande distribution. Dans ce contexte, une entreprise commerciale n'a que deux solutions pour améliorer son résultat : la première consiste à baisser ses coûts d'approvisionnement et la seconde à augmenter ses prix. Si les écarts de prix entre les départements d'Outre-mer et la France métropolitaine sont en partie imputables aux produits alimentaires - en prenant comme référence le panier métropolitain, les écarts de prix sur l'alimentaire sont terrifiants : +34 % en Guadeloupe -, c'est aussi que ceux-ci constituent l'un des premiers postes de consommation des ménages.

### **Un climat social délétère**

Il en va du chômage de masse comme de la cherté de la vie : aucun dispositif ne semble pour l'instant pouvoir les enrayer. Si l'on veut saisir le caractère endémique du chômage en Guadeloupe, il faut comprendre que le capitalisme colonial n'a jamais vraiment anticipé l'externalité négative qu'il pourrait représenter. Le choix a ainsi été fait par le patronat local de recourir à une main-d'œuvre journalière qui mettait en concurrence les travailleurs et opérait une forme de sédentarisation forcée sur le lieu de travail. Ni l'Etat ni les élus ne semblent plus se préoccuper de cette situation. Résultat : le patronat béké en profite pour faire pression sur un secteur entrepreneurial « à la corde » : d'après les syndicats guadeloupéens, 9 000 à 10 000 entreprises doivent 104 millions d'euros de cotisations sociales.

Par ailleurs, le budget de la Caisse d'allocations familiales (CAF) en Guadeloupe dépasse ceux de la Région et du Conseil général. L'organisme social est ainsi devenu un acteur économique de premier plan, les prestations CAF représentant l'un des moteurs de la consommation des classes populaires en Guadeloupe. Le nombre d'allocataires des prestations familiales et sociales s'élève à près de 125 000, ce qui signifie qu'un quart des habitants des îles guadeloupéennes vivent, de façon directe ou indirecte, des prestations versées par l'Etat. On estime que le montant moyen annuel versé par allocataire en Guadeloupe est d'environ 6 108 €. Parmi ces allocataires, on trouve un nombre important d'anciens bénéficiaires du RMI (plus de 30 000 personnes), pour un montant mensuel moyen d'environ 421 €.

Même si des réseaux de solidarité familiaux permettent à la population de « tenir » grâce aux aides sociales, ils ne parviennent pas à pallier les conséquences de la vie chère, notamment au vu des 38 000 familles monoparentales, majoritairement des femmes seules.

### **Un volcan en sommeil ?**

Si la lutte des classes aux Antilles participe à révéler la nature coloniale du pouvoir et les rapports inégalitaires dont elle est le produit, force est de constater la relative stabilité du modèle de régulation politique antillais.

Au vu de la situation sociale explosive et des traditions de lutte propres au mouvement syndical guadeloupéen, on ne peut qu'envisager de nouvelles mobilisations dans l'île, même si les derniers échos, témoignant d'une reprise de la contestation sous l'impulsion du LKP, indiquent que le mot d'ordre de grève générale pour le respect des accords Bino (par lesquels s'est conclu le conflit de 2009) n'a pas encore réussi à remobiliser toutes les franges de la population qui étaient descendues dans la rue à l'hiver 2009.

**P.-S.**

\* Paru dans Revue L'Anticapitaliste n°50 (janvier 2014) sous le titre « Cette pwofitasyon qui pèse sur la classe ouvrière guadeloupéenne ». <http://npa2009.org/>

---

**Notes**

[1] Voir l'article « Structure de marché, octroi de mer et prix, éléments d'analyse micro-économiques », <http://www.antillespolitique.com/2009/03/structure-de-marche-octroi-de-mer-et-prix-elements-danalyse-microeconomique%C2%A0>

[2] Voir l'ouvrage de Daniel Guérin Les Antilles décolonisées, 1956, réédité aux Editions Présence Africaine, 1986.